

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC(95)/ST/16

30 janvier 1996

(96-0300)

CONSEIL GENERAL
13 et 15 décembre 1995

Original: anglais

MALAISIE

Déclaration de S.E. M. Haron Siraj
Ambassadeur, Représentant permanent

Evolution du commerce mondial

Bien que les exportations se soient développées, il est intéressant de noter que, pour les pays de l'ANASE, la croissance des importations a été plus marquée encore. On a beaucoup parlé du succès de l'ANASE, mais les partenaires commerciaux ne doivent pas y voir un défi ou une menace sur le marché mondial; c'est plutôt une opportunité, puisque l'ANASE est un marché en expansion rapide.

Ces résultats commerciaux favorables ne signifient pas que l'ANASE n'est pas confrontée à des entraves au commerce:

- pendant la seule année 1995, les pays de l'ANASE ont fait l'objet de pas moins de cinq enquêtes ou mesures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs;
- des enquêtes anticontournement, qui ne sont pas autorisées par l'Accord antidumping, ont déjà été ouvertes contre certains pays de l'ANASE;
- la libéralisation du commerce des textiles ne semble pas progresser comme escompté: de nombreuses demandes ont été formulées et l'ANASE n'a pas été épargnée. Le processus d'intégration dans le cadre du nouveau régime applicable aux textiles ne semble pas donner des avantages tangibles immédiats, même si les pays se sont conformés à l'Accord sur les textiles. J'espère que ces pays pourront mieux prendre en compte l'esprit de cet accord;
- les instruments commerciaux utilisés par certains de nos grands partenaires commerciaux, prétendument pour des motifs liés à l'environnement, sont une autre grande préoccupation pour l'ANASE. Bien que les travaux soient toujours en cours au sein du Comité du commerce et de l'environnement ainsi que dans d'autres enceintes internationales, ces partenaires commerciaux ont choisi de prendre les devants et ont appliqué, au niveau infranational, des mesures unilatérales qui affectent d'ores et déjà nos exportations de bois.

Activités de l'OMC

Au cours de la première année de mise en oeuvre des Accords de l'OMC, le souci essentiel a été le respect des obligations en matière de notification. Les pays membres de l'ANASE ont accordé une importance particulière à ces obligations et se sont efforcés de remplir toutes les prescriptions à cet égard. L'engagement unique a eu pour conséquence de nous imposer tout à coup, comme à de

./.

nombreux autres pays en développement, toute une série d'obligations de notification et il serait injuste d'être trop critique en cette première année de mise en oeuvre de l'Accord, pour laquelle on ne peut escompter un respect total. Tout en admettant l'importance des notifications qui sont un moyen de supervision de la mise en oeuvre des Accords, il convient de faire montre d'une certaine souplesse pendant les années de formation de l'OMC.

Nous sommes préoccupés en particulier par le fait que certains Membres tentent d'imposer, en matière de notification, des obligations supplémentaires, non prévues selon nous dans les accords. J'en citerai un exemple: lorsque les pays en développement peuvent bénéficier d'une période de transition pour la mise en oeuvre d'un Accord ou d'une partie d'un Accord, certains Membres ont demandé aux pays qui invoquent ces dispositions de donner des justifications. Dans d'autres cas, certaines questions soulevées dans le cadre de l'examen des notifications nous semblent déraisonnables. Nous espérons qu'il ne s'agit pas d'une tentative dissimulée de refuser aux pays les moins avancés l'application des dispositions des Accords relatives au traitement spécial et différencié.

Coopération technique

L'ANASE se félicite de la déclaration du Directeur général concernant la coopération technique et de l'accent mis spécialement sur les pays les moins avancés. Il est clair que les moyens financiers se raréfient, et qu'il faut donc veiller à garantir un juste rapport coût-efficacité et à développer au maximum les synergies entre les institutions apparentées, c'est-à-dire entre l'OMC et la CNUCED.

Il ne faut pas oublier, par ailleurs, qu'il existe d'autres pays en développement plus petits qui auront très certainement besoin d'assistance technique. Il est essentiel, dès lors, que les activités de coopération technique de l'OMC visent à maximiser non seulement les synergies mais aussi les avantages: ceux qui produisent des effets multiplicateurs et profitent au plus grand nombre possible de pays, et qui sont susceptibles d'être durables. Il doit y avoir une supervision et une évaluation plus efficaces.

Pour atteindre cet objectif, l'OMC pourrait peut-être, entre autres choses, entreprendre des programmes qui comportent un élément de formation en collaboration avec des arrangements régionaux et avec les commissions régionales des Nations Unies.

Conférence ministérielle de Singapour

En ce qui concerne la Conférence ministérielle de Singapour, l'ANASE souhaite souligner les points suivants:

- les questions de mise en oeuvre sont prioritaires;
- en ce qui concerne les questions nouvelles, nous aimerions simplement rappeler la nécessité de rechercher le consensus;
- notre intérêt commun est de ne pas surcharger l'ordre du jour, de manière à éviter de créer des attentes excessives.